



Déclaration liminaire OU motion à voter en conseil d'école

Le conseil de l'école **XXX** réuni ce jour **XXX** a pris connaissance des textes mettant en œuvre le « choc des savoirs ».

La mise en place de « groupes de niveau ou de besoin », qu'ils soient à la maternelle ou au collège, va à l'encontre de notre vision de l'école et repose sur l'idée fausse et contestée par les chercheuses et chercheurs en sciences de l'éducation selon laquelle les élèves progresseraient mieux dans des groupes homogènes.

Ce projet de tri déployé par l'ensemble des mesures du "choc des savoirs" (groupes de niveau, évaluations nationales généralisées, nouveaux programmes, labellisation des manuels, redoublements, obtention du DNB obligatoire, classe de prépa seconde...) concerne bien l'école dans son ensemble, de la maternelle au lycée. C'est un projet réactionnaire global qui se manifeste concrètement dès l'école primaire au travers de différents éléments :

- La généralisation des évaluations nationales – du CP au CM2 – dont les résultats doivent servir à ne plus dispenser à toutes et tous les mêmes apprentissages générant ainsi un tri des élèves dès le CP. Ces évaluations annuelles de début d'année catégoriseront chaque élève sur une échelle de réussite. Les plus faibles ainsi étiquetté·es à leur propres yeux, ceux de leurs parents et ceux de l'enseignant·e seront mis en échec et stigmatisé·es de fait.
- La réécriture des programmes de cycle 1 et 2 les transforment en véritable outil de restriction des savoirs enseignés et de contrôle des pratiques enseignantes.
- La labellisation des manuels qui visent, elle aussi, à amoindrir les savoirs enseignés pour les réduire aux savoirs technicistes, à normaliser, uniformiser les pratiques pédagogiques (en décrétant *une bonne pratique*). Les enseignant·es doivent pouvoir continuer à utiliser les méthodes pédagogiques qu'elles et ils jugent les plus efficaces pour faire réussir les élèves, en prenant en compte la singularité de chacun et chacune et sans être obligé·es de se soumettre à des évaluations uniformisées, chronophages et stressantes pour les élèves

Evaluations nationales, nouveaux programmes et labellisation des manuels : ces outils reflètent la vision d'une école standardisée, une école au sein de laquelle chaque enfant avancerait au même rythme, suivant la même méthode. Ce n'est pas notre vision de l'école et des apprentissages.

Pour construire une école à même de permettre la réussite scolaire et l'émancipation de chaque élève, l'urgence est de recruter des enseignant·es titulaires et formé·es. Beaucoup de recherches le montrent, une école qui diminue les inégalités est une école dans laquelle les enseignant·es sont longuement formé·es et où les effectifs des classes sont diminués. Le Ministère doit recruter massivement des professeur·es des écoles et leur offrir une formation rigoureuse. Les équipes ont aussi besoin de RASED complets, d'AESH formé·es et mieux rémunéré·es et de personnels médico-sociaux (infirmier·es, médecins scolaires...).

Nous refusons le tri des élèves, nous demandons un moratoire sur les nouveaux programmes, l'abandon de la labellisation des manuels et des évaluations nationales.